



VILLE DE  
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Lundi 30 mai 2022*

---

Le trente mai deux mille vingt deux à dix-neuf heures quarante-cinq, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 24 mai 2022, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, COHEN Rachel, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTENIER Lucie, GARROUT Karim, LUC Nadine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien.

## **Étaient représentés :**

Mme HACHE Bénédicte	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme SASU Hancès	mandat à M. BOURVEN Julien
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
M. DESROCHES Damien	mandat à M. COELHO Vasco
Mme MARTIN Mélisandre	mandat à Mme LANTENIER Lucie
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme JUHEL Françoise	mandat à M. HUTIN Sébastien
Mme DESPRES Catherine	mandat à Mme LUC Nadine
M. GUILLAUME Didier	mandat à M. ESSONE MENGE Terence

**Étaient absents** : HABI Hacène, AOUMMIS Hassan, LEMOINE Nathalie

**Secrétaire de séance** : LAJILI Yamina

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Observations sur l'ordre du jour.....	4
<b>Administration générale .....</b>	<b>4</b>
→ 1. Droits de voirie .....	4
→ 2. Remplacement d'un adjoint démissionnaire.....	8

*La séance est ouverte à 19 h 49 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire** : Bonsoir, chers collègues. Merci d'être venus avec cette convocation un peu express, mais qui nous est imposée par la préfecture, puisque nous avons un temps imparti pour nommer un nouvel adjoint. Nous vous avons convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal pour aujourd'hui.

#### → Désignation du secrétaire de séance

**M. le Maire** : Nous avons donc à nommer, comme d'habitude, un secrétaire de séance. Je vous propose Madame Yamina Lajili.

*(Mme Yamina Lajili est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire** : Je vais maintenant passer la parole à Monsieur Baranger, notre directeur général des services, pour procéder à l'appel.

#### → Appel

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

#### → Observations sur l'ordre du jour

**M. le Maire** : Vous avez reçu l'ordre du jour du Conseil avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ? Je n'en vois pas, nous allons donc l'aborder.

Je voudrais, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, intervertir les deux délibérations si vous en êtes d'accord, commencer par la tarification des droits de voirie à compter du 1er juin 2022 et procéder au remplacement de l'adjoint démissionnaire en second lieu pour des questions de protocole. Y a-t-il des gens qui s'y opposent ? Je n'en vois pas, merci à vous.

### ADMINISTRATION GÉNÉRALE

#### → 1. Droits de voirie

**M. le Maire** : Nous allons commencer par les tarifs des droits de voirie. Nous avons voulu modifier les droits de voirie, notamment pour les commerces, restaurants qui occupent, plus pour le droit du sol plus que pour les stores et autres, etc., parce que cela rentre aussi, c'est au-delà des droits de voirie, pour abaisser le coût parce qu'il était assez élevé sur ce qui était pratiqué jusqu'à maintenant afin d'aider à la reprise des commerçants et de pouvoir signer des conventions avec eux, les commerçants ayant été exemptés pendant deux ans. Maintenant, il y a les droits de voiries qui vont reprendre leur cours ainsi que tout objet déposé. Vous avez tout le décompte comme dans chaque commune de ce qui est taxable dans notre commune.

Nous avons voulu les revoir à la baisse pour que ce soit soutenable, notamment pour les restaurants qui ont des terrasses. Il était urgent de le faire, parce que les beaux jours arrivent et nous avons des conventions à signer. Nous avons profité de ce Conseil municipal extraordinaire pour ajouter ce point pour gagner un peu de temps là-dessus.

Y a-t-il des observations ? Monsieur Hutin.

**M. Hutin** : Bonsoir, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je salue le fait de voir baisser ces taxes pour les commerçants. J'ai juste une petite question. Connaissez-vous le

pourcentage de baisse par rapport à ce qui s'appliquait avant et dorénavant ? Je vous remercie.

**M. le Maire :** Oui, c'est au moins 50 %. Quand on a fait le calcul, on s'est dit : « Ce n'est pas possible ». Il y avait une raison, bien sûr, qui ne nous appartient pas, il y a certaines choses qu'on ne désirait pas, que je peux partager sur la commune pour essayer de maîtriser la voirie, bien sûr, mais je pense que là, il était urgent de revoir ces prix et d'essayer d'aider les commerçants. Il ne sera pas toujours possible d'avoir une terrasse sur un trottoir, parce qu'il y a des trottoirs qui sont étroits et la priorité doit rester aux piétons pour qu'ils puissent circuler. Bien sûr, selon les cas, nous allons aider. Là, je pense que l'on n'a rien oublié pour que les choses soient claires et transparentes pour tout le monde. Merci à vous.

**M. Chirrane :** Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Juste une petite précision, puisque je vois qu'effectivement, il y a deux éléments qui ne concernent pas forcément que les commerçants.

« Dépôt de containers à vêtements et autres », petite précision, il s'agit des dépôts des boîtes et autres containers à vêtements déposés sur la voie publique par des sociétés privées sur injonction de personnes qui pourraient vouloir les accueillir sur leur propriété. Il ne s'agit pas de containers à vêtements déposés par l'établissement public territorial avec l'accord de la ville sur des zones qui sont connues aujourd'hui. C'est un premier point. Il n'y aura donc pas forcément ces droits de voirie collectés par la ville à l'égard de l'EPT.

Deuxième élément, lorsqu'on a retravaillé ce règlement de voirie, j'ai souhaité que l'on y ajoute un élément précis concernant les bacs poubelles, les containers poubelles qui sont irrégulièrement stagnants sur l'espace public. Je tiens à préciser d'ores et déjà que le règlement de collecte qui sera émis par l'établissement public territorial nous donnera la possibilité, concrètement, en précisant les règles, d'agir fortement sur toutes les personnes qui, aujourd'hui encore, laissent H24 leurs bacs poubelles stagner sur l'espace public, quand bien même ils ont la possibilité de les rentrer dans leur propriété. Je suis bien conscient qu'il y a des soucis à certains endroits où il y a effectivement le manque de locaux poubelles et que cela peut créer une difficulté, mais dans l'essentiel des cas, les personnes ont l'obligation de rentrer ces containers poubelles. Celles qui ne le feront pas se verront aujourd'hui sanctionnées. C'est une pollution visuelle, c'est une pollution parfois olfactive, l'été notamment, et ce n'est tout simplement pas du tout agréable pour le respect du cadre de vie de chacun.

Ces éléments seront donc précisés ultérieurement. Merci, Monsieur le Maire.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Chirrane. Il est évident que ce ne sera pas Attila qui va débarquer, bien sûr que nous aurons une attitude conciliante pour comprendre les situations et les améliorer, mais il fallait bien quand même, pour les personnes qui, volontairement ou qui ne veulent pas comprendre, comme vous l'avez précisé, ont possibilité de rentrer, d'éviter quand même cela. Déjà qu'ils traînent avec la nouvelle mise en place due au territoire, on va quand même essayer d'éviter qu'on ait des containers toute la journée, toute la semaine 6 jours sur 7.

J'ajouterai que ce qu'on va demander aussi, pour éviter que les bons ne paient pour les mauvais, c'est qu'il doit y avoir l'adresse du container dessus, et quand ce sont des commerçants, le nom du commerçant. Et cela, on va obliger à le faire. On sait très bien qu'il y a de nombreux commerçants qui mettent de gros containers qui débordent de partout en dehors de leur zone, et comme c'est anonyme, on en a pris quelques-uns sur le fait, on pourrait croire que c'est tel immeuble qui a fait cela, alors que non. Il y a des commerçants qui, volontairement, amènent devant certains immeubles des containers qui ne sont pas du

tout aux normes, qui ne respectent pas du tout non plus le remplissage. Cela ne concerne pas, c'est juste une information pour compléter, les droits de voirie, mais il faudra que les containers soient marqués à l'adresse de leur propriétaire.

Monsieur Coelho a demandé la parole.

**M. Coelho :** Merci, Monsieur le Maire. J'ai bien été attentif à ce que mon collègue Chirrane a dit, mais c'est vrai, par rapport aujourd'hui à ce qui est mis en place par le territoire, c'est bien compliqué. Les Choisyens se plaignent que la poubelle reste jusqu'à 17 h ou 18 h. Cela devient difficile, mais c'est vrai que chaque propriétaire doit rentrer sa poubelle. À mon souvenir, dans cette même salle, il y a encore une délibération qui a été faite, je ne me rappelle pas en quelle année, par laquelle si les personnes ne rentraient pas leurs poubelles, elles étaient pénalisées. Il y a une délibération qui est active, je pense.

**M. le Maire :** Très bien. Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il d'autres observations ? On peut procéder au vote ? Pardon, Madame Luc.

**Mme Luc :** Excusez-moi...

**M. le Maire :** Jusqu'à modification...

**Mme Luc :** Suite à la crise sanitaire, les commerçants ont eu des difficultés, mais qu'ils occupent l'espace public à titre presque gracieux ne me semble pas très juste. On assiste quand même, notamment sur les trottoirs étroits, je pense plus particulièrement à l'avenue Victor Hugo qui est dans un état de saleté assez extraordinaire, je le dis vraiment, quand vous traversez le parking aérien, cela sent l'urine, il y a des papiers, des canettes... Je pense que cela n'a jamais atteint ce degré de saleté. Donc si c'est pour une année, je voterai pour. Si c'est pour davantage, je m'abstiens.

**M. le Maire :** C'est valable jusqu'à ce que l'on modifie pour une raison ou pour une autre, s'il devait y avoir malheureusement une nouvelle vague, on réessaiera, mais je suis d'accord au niveau de l'occupation sur les trottoirs. Ces tarifs collent à ce qui se fait autour de nous. Pour quelqu'un qui a une petite terrasse de 20 m<sup>2</sup>, cela va lui faire près de 90 euros par mois. Cela représente quand même 1 080 euros par an, ce n'est pas rien quand même. Cela peut aussi, aux beaux jours, rendre service aux Choisyennes et aux Choisyens. Mais comme je l'ai dit, ce ne sera pas partout, parce que la priorité restera aux piétons, qu'il y ait suffisamment de dégagement sur le trottoir. J'ai vu dans Paris ou même dans d'autres villes des trottoirs entièrement pris par la terrasse, ce ne sera pas le cas à Choisy.

Sur l'avenue Victor Hugo, je peux partager un certain constat, me dire qu'elle n'a jamais été aussi sale, alors là, non. Excusez-moi, on peut vous sortir des photos. Bien sûr, on va prendre la photo à un instant T où quelqu'un vient déposer des saloperies, mais ce que je peux vous dire, c'est qu'on fait beaucoup d'efforts qui sont reconnus par les habitants sur l'avenue Victor Hugo. Maintenant, le problème de l'avenue Victor Hugo, et nous y travaillons, c'est une des principales avenues de Choisy où il y a le plus de marchands de sommeil. Il y a de petits passages qui sentent l'urine, bien sûr, des toilettes à ciel ouvert. Il y a le parking aussi, mais tout cela va ensemble. Il est absolument indispensable de revoir complètement cette avenue, ce que nous allons faire. Il y a notamment surtout le côté, pas celui où il y a le Franprix, mais l'autre côté, surtout ce côté-là, mais nous travaillons à une réhabilitation complète de cette avenue pour qu'elle ressemble à une avenue. En plus, toutes les personnes qui traversent Choisy-le-Roi et qui viennent du carrefour Pompadour, cela donne une image négative. Nous travaillons activement pour redresser la situation. Madame Luc, il faudra que vous votiez pour moi au moins pour trois mandats, parce qu'il va falloir 30 ans de boulot pour que Choisy-le-Roi redevienne ce qu'elle était et ce qu'elle doit être, et ce que

j'avais dit lors d'un Conseil « le phare du Val-de-Marne ». C'est sa place, à Choisy-le-Roi, avec les atouts que nous avons. Nous travaillons à revitaliser, vous verrez que vous aurez de bonnes surprises, mais vous savez que des projets, c'est entre un ou six ans. Nous travaillons sur de très belles réalisations sur l'avenue Victor Hugo. Je prends acte de ce que vous dites, et nous allons encore redoubler d'efforts sur l'avenue Victor Hugo.

Nous avons décelé aussi, face à une boulangerie, bien que ce soit le département, un effondrement d'un trottoir. Je vous le dis aussi, je suis au courant, il y a deux personnes qui sont tombées, donc cela va être une urgence. Si le département ne le fait pas, cela va être nos services qui vont le faire. À un moment, c'est 15 cm. Vous savez depuis combien de temps c'est comme cela ? Parce que j'ai demandé à la boulangerie, cela fait trois ans que c'est comme cela. Moi, je viens de l'apprendre, et l'on va tout de suite y remédier. Effectivement, le chemin est long, nous avons beaucoup de travail.

Y a-t-il d'autres interventions ?

**Mme Luc :** Je reparle du parking, parce que c'est vrai que j'y passe plusieurs fois par jour. Certes, ce n'était pas un eldorado pendant notre mandature, mais, périodiquement, les voitures étaient interdites de stationner et il y avait un nettoyage complet du parking. Là, me semble-t-il, depuis deux ans, cela n'a pas été fait. Ce sont les commerçants qui m'en ont parlé, je me fais aussi leur porte-parole.

**M. le Maire :** Très bien. Nous sommes à l'écoute des commerçants. Nous avons une responsable de qualité qui les voit assez souvent. Pourtant, on m'écrit pour un oui pour un non, vous le savez bien, puisque cela devait être la même chose pour vous lorsque vous présidiez aux destinées de notre commune. Donc ils ne se privent pas d'écrire pour un oui ou pour un non.

Là, je n'ai reçu aucune lettre concernant le parking. Mais effectivement, j'ai pu le constater, je peux vous assurer qu'il est nettoyé. Nous allons continuer à le nettoyer. Si cela passe par une évacuation des véhicules, mais vu la situation qu'on nous a décrite lors des réunions de quartier concernant le stationnement qui est ô combien difficile, je ne sais pas s'ils vont accepter ne serait-ce qu'une journée de ne pas avoir le droit de stationner, mais pourquoi pas. Je pense que le souci n'est pas là. Le souci, il est par certaines attitudes, et vous-même, vous l'avez assez dénoncé. C'est pour cela qu'il est urgent, à mon avis, de revoir complètement l'avenue Victor Hugo, de chasser les marchands de sommeil qui se trouvent là. Ce n'est pas possible. Vous allez dans les arrières-cours, vous avez un petit immeuble où l'on penserait qu'il y aurait deux ou trois logements, je peux vous dire que c'est au moins 12 familles qui sont là dans des conditions de 10 m<sup>2</sup>, ce qui est scandaleux. C'est un autre aspect. Nous avons aussi une action là-dessus, sur les marchands de sommeil, avec des actions conjointement avec la préfecture.

Effectivement, je vais mettre le paquet, comme nous le mettons, nos services. On a quand même embauché beaucoup de monde au nettoyage, il y a un progrès qui est plus que sensible. Les Choisyennes et les Choisyens nous en font part, et je suis désolé, mais je passe souvent à pied voir les commerçants. Moi-même, j'ai là-bas des fournisseurs, soit en baguette de pain, soit autre chose, donc j'y vais aussi faire mes courses. Je vais au marché, je passe le vendredi ou le dimanche matin. Je suis désolé, les gens nous disent tous qu'il y a un progrès. Qu'il y ait beaucoup de travail à faire encore, oui, on entend ce que l'on veut entendre, mais je peux vous amener les gens, surtout le dimanche. Nous entendons toutes les doléances et nous ferons le maximum pour les satisfaire, même celles qui ne sont pas réelles. Vous voyez, même à cela, on va s'attaquer.

Y a-t-il d'autres observations ? Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Évidemment, on va voter cette délibération. J'entends que c'est un effort pour aider les commerçants, et c'est très bien, parce qu'il y a eu la crise, il y a aussi la gestion du post-crise qui nécessite aussi une gestion en soi. Cela va de soi. Je rejoins néanmoins les remarques des collègues çà et là, notamment celle de mon collègue El Arbi Chirrane, sur la nécessité de veiller à ce que ce geste de solidarité ne soit pas un appel incitatif ou n'importe quoi sur l'espace public. Je sais que vous y veillez, mais en tout cas, il faudrait quand même qu'on se le dise, c'est un geste de solidarité, mais qui nécessite aussi de la responsabilité de la part des commerçants et de la vigilance de notre côté sur l'espace public.

**M. le Maire :** Oui, je partage. Il n'y a pas de problème, d'où l'urgence de délibérer parce que nous avons actuellement effectivement des commerçants qui exploitent sans convention. Il n'y a pas de cadre, donc ils ont actuellement tendance à faire un peu n'importe quoi. Donc la convention, c'est pour aussi mettre un cadre avec ce qu'il faut faire et ne pas faire. C'est pour cela que nous l'avons avancée par rapport au prochain Conseil, pour que le service commerce puisse travailler tout de suite sur ces conventions et que l'on puisse éliminer les abus. Il y en a, il y a des abus avenue Gambetta, des commerces qui se sont octroyé le trottoir. J'ai reçu des lettres de Choisyennes et de Choisyens qui sont obligés de quitter le trottoir. D'ailleurs, j'ai déjà envoyé la police municipale avertir ces commerçants que ce n'est pas possible, et qui, en plus, n'avaient pas de convention. C'est bien pour toutes ces raisons qu'il est urgent de délibérer là-dessus.

Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas. Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Une abstention. Très bien. Merci.

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité. (Une abstention)*

## → 2. Remplacement d'un adjoint démissionnaire

**M. le Maire :** Le deuxième point, nous devons procéder au remplacement d'un adjoint démissionnaire, donc par suite de la démission de Monsieur Hacène Habi qui était adjoint à la sécurité.

Conformément à l'article L 2122-15 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur Hacène Habi a effectivement remis sa démission à Madame la Préfète du Val-de-Marne, sa lettre de démission de son poste de 7e adjoint. Par courrier du 18 mai 2022, Madame la Préfète du Val-de-Marne a accepté cette démission.

Il nous appartient de procéder à son remplacement. Sur la base de cet article, bien sûr, quand il y a lieu de procéder à l'élection d'un seul adjoint, le Conseil municipal peut décider sur proposition du maire qu'il y sera procédé sans élection complémentaire préalable sauf dans le cas où le Conseil municipal aurait perdu le tiers de son effectif légal, ce qui n'est pas le cas.

L'ordre de nomination détermine le rang des adjoints. Chacun des adjoints d'un rang inférieur à celui de l'adjoint qui a cessé ses fonctions se trouve donc promu d'un rang au tableau des adjoints. Depuis la loi du 27 décembre 2019, loi engagement proximité, en cas de vacance, quand il y a lieu de désigner un ou plusieurs adjoints ceux-ci sont choisis parmi les conseillers, c'est important, du même sexe que celui auxquels ils sont appelés à succéder.

C'est bien pour cela que je vais donc proposer la nomination de Monsieur Karim Garrouit qui est un homme, puisque le choix nous était restreint pour la nomination d'un nouvel adjoint, mais qui est une personne de valeur, qui travaille et qui fera honneur à son poste. Je vous propose de procéder à sa mise en place.



Il y a deux solutions. Soit le vote secret, soit le vote à main levée. Pour des facilités, je vous propose, s'il n'y a pas d'opposition, de procéder à un vote à main levée.

Y a-t-il des conseillers qui s'opposent à ce que nous procédions à un vote à main levée ? Non, je vous en remercie. Cela nous facilite les choses et cela ira plus vite. On a eu un Conseil, il n'y a pas si longtemps.

Y a-t-il des personnes contre la nomination de Monsieur Karim Garrou ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Je n'en vois pas. C'est acté à l'unanimité... Pardon, excusez-moi, Madame Luc.

**Mme Luc** : Nous ne prenons pas part au vote.

**M. le Maire** : Très bien. Comme vous ne me l'aviez pas dit ; Madame Benkahla ?

**Mme Benkahla** : Je vote favorablement.

**M. le Maire** : Merci pour lui, Madame Benkahla.

Vous comptez ? C'est avec vos mandats que vous ne prenez pas part au vote ? D'accord, y compris les gens pour qui vous détenez un mandat ? Très bien. Madame Benkahla vote favorablement, d'accord.

Monsieur Hutin.

**M. Hutin** : Moi, je prends quand même part au vote, mais je m'abstiens.

**M. le Maire** : Vu qu'il n'y a pas beaucoup de délibération, je pense que l'administration peut compter quelques petits... Il n'y a pas de souci. Vous avez tout suivi ? Vous étiez un peu distraits au départ.

**Mme Luc** : Je n'ai pas changé d'avis, je voulais juste, avant que l'on passe au vote, une précision. Monsieur Hacène Habi est absent ce soir. Nous aurions aimé savoir les raisons de sa démission. Il me semble que les Choisyens sont en droit de le savoir autrement que par la presse, notamment Le Parisien. Donc puisqu'il n'est pas là, je vais vous poser à vous, Monsieur le Maire, la question.

**M. le Maire** : Écoutez, je pense qu'il a été très clair dans ses déclarations aux Choisyens. Il a expliqué cela d'une manière très claire, à sa façon. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Qu'il a menti ?

**Mme Luc** : Il l'a exprimé au Parisien.

**M. le Maire** : Oui. Je pense que c'est quelqu'un qui dit la vérité, donc il a exprimé les décisions de sa démission. Qu'est-ce que vous voulez que je rajoute d'autre ?

**Mme Luc** : Il ne s'est pas exprimé devant le Conseil municipal et ce ne sera pas acté au procès-verbal du Conseil municipal.

**M. le Maire** : Vous pouvez, je vous invite à entretenir des relations durables avec lui, et de lui demander pourquoi il a démissionné. Il va vous l'expliquer.

**Mme Luc** : Je me fais le porte-parole des Choisyens et des Choisyennes qui n'écoutent pas ce soir parce qu'il n'y a pas de retransmission, mais qui sont en droit de savoir.

**M. le Maire :** Voyez-vous, Madame Luc, je n'ai à ce jour pas rencontré une seule Choisyenne ou un seul Choisyen à qui je me ferai le plaisir, bien sûr, d'expliquer les choses. Mais je n'ai pas, je vous l'assure, on peut se promener dans la ville ensemble, je n'ai pas rencontré ni un Choisyen ni une Choisyenne qui m'ait parlé de cela. Encore mieux si on parle du microcosme, donc il y a le microcosme choisyen qui est au courant, mais si on parle du département, il y a une solidarité entre collègues. Aucun des vice-présidents ou des conseillers départementaux de mes adjoints n'est au courant de la démission de Monsieur Hacène Habi.

**Mme Luc :** Vous conviendrez que ce n'est pas un acte anodin quand on fait partie d'une équipe municipale que de démissionner, surtout à ce poste. J'aurais voulu, nous aurions voulu connaître les raisons de sa démission.

**M. le Maire :** Je ne peux qu'être d'accord avec vous. Vous savez très bien que ce n'est pas anodin, puisque vous-même avez subi neuf démissions, dont je crois, quatre au bout de deux ans. Donc effectivement, ce n'est pas anodin. Maintenant, ses raisons lui appartiennent. Il les a exprimées, je ne vais pas polémiquer là-dessus. Apparemment, il n'était peut-être pas content à ce qu'on lui ajoute le commerce à sa délégation, peut-être qu'il a jugé qu'il aurait trop de travail, je ne sais pas. C'est quand même curieux qu'au moment où on lui donne, à sa demande, une mission supplémentaire importante, qu'il décide de démissionner. Mais c'est peut-être quelqu'un qui avait des idées derrière la tête qui m'avaient échappées. Je ne peux que répéter ce que j'ai dit lors du Conseil municipal, c'est un échec personnel de ma part, puisque c'est moi qui l'ai mis sur cette liste. C'est une alerte pour ma part, j'en prends toute la responsabilité. Je pense que les Choisyennes et les Choisyens qui me rencontreront et qui me demanderont des explications, ce sont les seules explications que je peux leur donner. Pour le reste, il s'est exprimé dans Le Parisien. Il a donc donné ses raisons, et pas que dans Le Parisien, d'ailleurs. Il s'est exprimé aussi sur 94 Citoyens où il a donné une raison différente. En fait, il a donné quatre versions de démissions ; pour quelqu'un qui assurait lors d'un bureau municipal d'être enchanté de travailler avec moi, qui me soutenait à fond et qui était ravi de voir tout ce que je faisais pour les Choisyennes et les Choisyens. Bon, c'est un personnage assez difficile à suivre. Je pense qu'il a ses humeurs, comme sous Louis XIV. C'est réel, c'est historique, il avait des humeurs, donc on faisait une petite pincée. Je ne sais pas, il a peut-être besoin de cela. C'est un échec pour moi personnellement, je pense que cela suffit, comme vous dites, ce n'est pas anodin, que je reconnais, que je prends. Je prends mes responsabilités. Maintenant, à lui de donner ses raisons. Il a donné quatre raisons différentes au Parisien et à 94 Citoyens, et il a donné quatre versions différentes par rapport à ce qu'il a écrit à certains de ses collègues.

Ce qui est important, c'est que le travail continue, c'est que cela ne m'enlève pas la passion que j'ai pour ma ville et l'amour que j'ai pour ma ville, comme vous l'avez sans doute, puisque vous aussi, vous l'habitez depuis longtemps. Cela ne va pas m'éloigner de la mission que nous ont confiée les Choisyennes et les Choisyens, qui est de réaliser notre programme qui est plus que bien avancé, qui a même de l'avance. Il y a certaines choses qui vont arriver, qui ne se voient pas encore. Vous le savez très bien, lorsque l'on traite les dossiers, il y a un certain temps avant qu'ils arrivent. Mais déjà tout ce qui a été fait, c'est quand même important, surtout dans le contexte que nous avons vécu, deux ans de Covid. On ne se cachera jamais derrière cela, jamais, mais c'est un fait, cela a été difficile d'assumer toutes ces fonctions, tous les services que nous avons continués, poursuivis et amplifiés pour les Choisyennes et les Choisyens, il n'y a que cela qui compte. Il a démissionné, il a ses raisons, il les a exprimées différemment selon les médias et selon à qui il s'adresse, il a pris ses responsabilités. En fait, non, je ne pense pas qu'il ait pris ses responsabilités, il a juste oublié une chose : les Choisyennes et Choisyens lui avaient confié une mission. Nous tous ici autour de la table, nous avons une mission à accomplir, c'est ce que nous allons continuer à faire et c'est ce que nous allons réaliser avec votre concours,

pour ceux qui souhaiteraient s'associer à certaines décisions d'intérêt général, et je pense qu'il y en aura. Je sais très bien que vous ne pouvez pas être d'accord avec notre programme, c'est tout à fait normal et c'est républicain, mais je pense qu'il peut y avoir certaines choses où vous pouvez être associés. En tous les cas, je vous associerai parce qu'il y a l'intérêt général de notre ville, et nous sommes tous intéressés par le fonctionnement et le développement de notre ville. Comme je vous l'ai souvent dit, il y a des choses que vous avez faites que j'ai voté avec lesquelles j'étais en accord, et d'autres choses qui sont moins bien. Merci.

On procède au vote ou il y a d'autres observations ? On a voté, excusez-moi. Je voulais que ce soit mis au deuxième point, car avec le protocole, traditionnellement, il y a la remise de l'écharpe. Je souhaitais donc que cela se termine ainsi. On a une écharpe qui est là.

*La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Voilà donc, ce Conseil extraordinaire... Monsieur Hutin.

**M. Hutin** : Merci, Monsieur le Maire. Juste pour confirmer, quelles seront les nouvelles fonctions de notre nouvel adjoint ?

**M. le Maire** : Il est toujours à l'événementiel, d'autres missions lui seront confiées, mais pour l'instant, vu la rapidité des faits et l'urgence à procéder à sa nomination, il y a des délégations dont nous allons discuter tous ensemble. Ce qui était urgent pour des questions réglementaires vis-à-vis de la préfecture, c'est qu'un nouvel adjoint soit nommé. Le reste suivra son cours sans, d'ailleurs, que cela passe par le Conseil municipal, puisque c'est le maire qui donne les délégations. Il n'y a pas de souci.

Vous voulez approfondir ?

**Mme Luc** : Excusez-moi, je n'ai pas tout compris, je suis fatiguée en fin d'année. Donc Monsieur n'est pas adjoint à la sécurité.

**M. le Maire** : Non, ce n'est pas à l'ordre du jour. On procède à la nomination d'un nouvel adjoint. Pour l'instant, on ne parle pas des délégations, mais bien sûr que nous allons en parler. Je peux vous l'annoncer, il y a une chose qui est tout à fait logique, c'est Monsieur Stéphane Bance qui sera conseiller délégué à la sécurité, puisqu'il a déjà la vidéosurveillance. Il est tout à fait logique que ce soit lui. Il y aura juste des ajustements logiques des délégations, c'est tout. Ce qui était urgent, c'était de nommer un nouvel adjoint, ce qui est fait, et je vous remercie de vous être déplacés.

Nous avons un grand rendez-vous pour les législatives. Je remercie Monsieur Hutin, je vous ai remercié, tous ceux qui ont participé. Je pense que pour le premier tour, il n'y aura pas de problème. Mais pour le deuxième tour, je pense que s'il ne reste que deux ou trois candidats en lice, nous serons confrontés aux mêmes problèmes. J'espère que non. S'il y avait un manque d'assesseurs, je sais que je peux compter sur vous. Vous l'avez démontré. Je vous en remercie à l'avance.

Ce Conseil municipal extraordinaire est clos, bonne soirée à vous toutes et à vous tous.